



## Réunion des Présidents de la COSAC les 21 et 22 janvier 2018, Sofia

### Information de base

#### Session 2 – L'avenir de l'Union européenne – l'Union fait la force

Lors du sommet de Rome du 1<sup>er</sup> mars 2017 la Commission a présenté un **Livre blanc**, exposant une vision approfondie sur l'avenir de l'UE et de l'Union économique et monétaire (UEM). Le livre blanc souligne les principaux défis démographiques, économiques et politiques auxquels l'UE fera face dans l'avenir et présente cinq scénarios de l'éventuel état de l'Union en 2025. Scénario 1 : **La continuité** ; Scénario 2 : **Rien d'autre que le marché unique** ; Scénario 3 : **Ceux qui veulent plus font plus**, Scénario 4 : **Faire moins de manière plus efficace** ; Scénario 5 : **Faire beaucoup plus ensemble**.

Le Livre blanc vise à ouvrir un débat franc et de bonne foi sur la manière dont l'Union devrait évoluer dans les années à venir. Pour faciliter ce processus, la Commission européenne organise une série de «Débats sur l'avenir de l'Europe» dans des villes et des régions de toute l'Europe. Le but du processus établi est de permettre une vue collective sur une ligne de conduite à atteindre à temps pour les élections du Parlement européen en juin 2019.

**Le Livre blanc a été complété par cinq documents de réflexion sur des questions spécifiques** importantes concernant l'avenir de l'Union européenne des 27 États membres - **la dimension sociale de l'Europe, la maîtrise de la mondialisation, l'approfondissement de l'union économique et monétaire, l'avenir de la défense européenne et l'avenir des finances de l'UE.**

Dans son discours annuel sur l'état de l'Union européenne 2017, le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a présenté un « **scénario six** » sur l'avenir de l'UE. Son discours a mis l'accent sur les **trois principes fondateurs de l'UE - la liberté, l'égalité et la prééminence du droit** conduisant à «une Union plus unie, plus forte et plus démocratique».

Selon le discours de M. Juncker, il est dans l'intérêt de la sécurité de l'Union et des besoins de protection des frontières extérieures que l'espace Schengen soit immédiatement ouvert à la Bulgarie et à la Roumanie. Parmi un certain nombre d'idées,



parleu2018bg.bg

Dimension parlementaire  
Présidence bulgare du  
Conseil de l'Union européenne

M. Juncker a souligné la nécessité d'un socle européen des droits sociaux; d'un ministre européen de l'économie et des finances; d'un instrument d'adhésion à l'euro; d'une Union européenne de défense; d'un groupe de travail sur la subsidiarité et la proportionnalité; d'une présentation d'orientations sur la double qualité des produits, qui aident les autorités nationales des consommateurs à mieux utiliser la législation de l'UE existante en matière de consommation afin d'identifier et de traiter les différences injustifiées. Il a également proposé l'extension de l'usage du vote à la majorité qualifiée, le fusionnement des postes du Président de la Commission européenne et du Président du Conseil européen, et le maintien de la perspective d'élargissement pour les Balkans occidentaux.

Comme il a été indiqué dans la Déclaration de Rome, il est essentiel que l'Europe **s'ouvre aux changements technologiques** afin d'assurer à nos concitoyens un avenir prospère et durable. De plus, tout en relevant les défis d'un monde qui se transforme rapidement, L'Europe doit offrir à ses citoyens à la fois protection et nouvelles opportunités.

**Le sommet numérique de Tallinn, qui s'est tenu le 29 septembre 2017**, a lancé des discussions de haut niveau sur d'autres projets d'innovation numérique dans le but de maintenir l'Europe à la pointe des avancées technologiques et de la hausser au rang de leader mondial en matière numérique dans les années à venir. Les discussions au sommet ont examiné un calendrier plus long (jusqu'à 2025) et se sont focalisées sur les sujets essentiels concernant la construction d'un avenir numérique de l'Europe : confiance, sécurité, gouvernement électronique, industrie, économie et société.

**Le 20 octobre 2017, le Conseil européen a approuvé l'ordre du jour des dirigeants élaboré par le Président Tusk.** L'objectif de ce programme de travail concret est d'orienter l'action de l'UE au cours des deux prochaines années. L'ambition du programme des dirigeants est de traiter les questions les plus controversées et politiquement sensibles, notamment la réforme de la zone euro, la crise migratoire, la sécurité intérieure, le commerce, le futur financement de l'UE, les questions institutionnelles liées au cadre juridique pour les prochaines élections au Parlement européen, les propositions législatives sur la stratégie numérique. La nouvelle méthode vise à accélérer le travail et à faire sortir de l'impasse les principaux dossiers politiques au Conseil des ministres. Celui-ci sera pourvu au préalable avec des "notes de décision" énonçant clairement les problèmes politiques à résoudre.

Dans le même temps, le Président Tusk a soutenu l'initiative de la Présidence bulgare du Conseil de l'UE pour une réunion des chefs d'État et de gouvernement des États



parleu2018bg.bg

Dimension parlementaire  
Présidence bulgare du  
Conseil de l'Union européenne

membres de l'UE et des pays des Balkans occidentaux, qui se tiendra à Sofia le 17 mai 2018. Selon le calendrier, le sommet informel de Sofia sera précédé par la stratégie d'élargissement de la Commission européenne fixée pour le mois de février 2018 et les rapports d'avancement, pour le mois d'avril 2018.

Le **14 novembre 2017**, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a officiellement mis en place le **«Groupe de travail sur la subsidiarité, la proportionnalité et le 'faire moins de façon plus efficace' »**. Le groupe de travail présentera un rapport au Président avant le 15 juillet 2018, en formulant des recommandations sur la manière de mieux appliquer les principes de subsidiarité et de proportionnalité, en identifiant les domaines dans lesquels le travail pourrait être redélégué ou renvoyé définitivement aux États membres, ainsi que les moyens pour mieux associer les autorités régionales et locales à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques de l'UE. Le travail du groupe contribuera à la poursuite de l'évolution de l'Union européenne dans le cadre de la feuille de route de la Commission pour une Union plus unie, plus forte et plus démocratique. Le groupe de travail devrait commencer ses travaux d'ici la fin de janvier 2018. Il sera présidé par Frans Timmermans, Premier Vice-président de la Commission en charge de l'amélioration de la réglementation, des relations interinstitutionnelles, de l'État de droit et de la Charte des droits fondamentaux. Le groupe de travail sera composée de 9 membres supplémentaires, avec 3 membres des parlements nationaux, 3 du Parlement européen et 3 du Comité des régions. Lors de la réunion plénière de la COSAC du 26 au 28 novembre 2017 à Tallinn, les membres des parlements nationaux ont eu un débat animé sur cette question et ont finalement décidé que les parlements nationaux dans la troïka présidentielle (Le Parlement d'Estonie - Riigikogu, l'Assemblée nationale bulgare et le Conseil national autrichien) participeront au groupe de travail. La COSAC a également invité la Présidence bulgare à constituer un groupe de travail en vertu du point 2.6 du Règlement de la COSAC afin de faciliter des discussions régulières et approfondies sur les travaux du groupe de travail. Le groupe de travail sera officiellement lancé lors de la réunion des présidents de la COSAC à Sofia, les 21 et 22 janvier 2018.

**Un socle européen des droits sociaux a été proclamé et signé par le Conseil de l'UE, le Parlement européen et la Commission lors du Sommet social de Göteborg pour des emplois équitables et la croissance, le 17 novembre 2017.** Le socle social est destiné à promouvoir une Europe sociale pour tous les citoyens européens. Il vise à renforcer l'acquis social et à garantir des droits plus efficaces aux citoyens. Il met l'accent sur l'emploi et sur les aspects sociaux et veille à ce que le modèle social européen soit adapté aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle. L'objectif du socle est de contribuer au progrès social en soutenant des marchés du travail et des systèmes de protection sociale équitables et qui



parleu2018bg.bg

Dimension parlementaire  
Présidence bulgare du  
Conseil de l'Union européenne

fonctionnent correctement. Il énonce 20 principes et droits, divisés en trois catégories : égalité des chances et accès au marché du travail ; conditions de travail équitables ; protection et insertion sociale.

Sur la base de la vision exposée dans le rapport des cinq présidents de juin 2015 et des documents de réflexion sur l'approfondissement de l'Union économique et monétaire et sur l'avenir des finances de l'UE à partir du printemps 2017, **le 6 décembre 2017 la Commission européenne a présenté une feuille de route pour approfondir l'Union économique et monétaire**, incluant des mesures concrètes à prendre pendant les 18 prochains mois. L'objectif global est de renforcer **l'unité, l'efficacité et la responsabilité démocratique** de l'Union économique et monétaire d'ici 2025. Outre la feuille de route, le train de mesures comprend quatre grandes initiatives: une proposition concernant la création d'un **Fonds monétaire européen (FME)**, ancré dans le cadre juridique de l'UE et s'appuyant sur la structure bien établie du mécanisme européen de stabilité (MES) ; une proposition visant à **intégrer dans le droit de l'UE des dispositions fondamentales du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance**, en tenant compte de la flexibilité appropriée intégrée dans le pacte de stabilité et de croissance ; **une communication relative à de nouveaux instruments budgétaires pour une zone euro stable dans le cadre de l'Union**, qui explique de quelle manière certaines fonctions budgétaires essentielles pour la zone euro et l'UE dans son ensemble peuvent être élaborées à l'intérieur du cadre des finances publiques actuelles et à venir de l'UE ; une communication définissant les fonctions possibles d'un **ministre européen de l'économie et des finances**, qui pourrait être vice-président de la Commission et président de l'Eurogroupe, comme le permettent les traités actuels de l'UE.

**Le 11 décembre 2017, le Conseil a adopté une décision établissant la Coopération Structurée Permanente (CSP).** La coopération structurée permanente dans le domaine de la politique de sécurité et de défense a été introduite par le traité de Lisbonne. Il prévoit la possibilité pour un certain nombre d'États membres de l'UE de collaborer plus étroitement dans le domaine de la sécurité et de la défense. Ce cadre permanent de coopération en matière de défense permettra aux États membres désireux et capables de développer ensemble des capacités de défense, d'investir dans des projets communs et d'améliorer la préparation opérationnelle et la contribution de leurs forces armées. À l'heure actuelle, 25 États membres participent à la CSP.

**Le dernier Conseil européen de décembre 2017 a appelé à l'adoption du Fonds européen de défense et du programme de développement industriel dans le domaine de la défense de l'UE** en 2018, en vue du financement des premiers projets



parleu2018bg.bg

Dimension parlementaire  
Présidence bulgare du  
Conseil de l'Union européenne

capacitaires en 2019 et d'une recommandation du Conseil sur un nouvel instrument de **renforcement de la sécurité et de développement après 2020**.

**Le Conseil européen a également débattu des dimensions externes et internes de la politique migratoire de l'UE.** L'objectif de la discussion était d'ouvrir la voie à un accord sur **la réforme du système d'asile**. Il était axé sur la prévention des arrivées massives aux frontières extérieures; s'attaquer aux causes profondes de la migration et résoudre les blocages internes qui entravent le développement des politiques. Les efforts devraient également porter sur la mise en œuvre de mesures ciblées visant à prévenir la migration illégale et la traite des êtres humains.

**La dernière réunion du Conseil européen (Article 50) le 15 décembre 2017, réuni dans une configuration de l'UE à 27,** a passé en revue les derniers développements des négociations suite à la notification faite par le Royaume-Uni de son intention de quitter l'UE. Les dirigeants ont réévalué l'état d'avancement des négociations sur le Brexit et ils ont confirmé que des progrès substantiels avaient été réalisés en ce qui concerne les droits des citoyens, l'Irlande et les obligations financières. Cela permettra aux négociations de passer à la deuxième phase liée à la transition et à l'élaboration du cadre des futures relations entre l'Europe et le Royaume-Uni. Les dirigeants ont adopté des lignes directrices concernant la deuxième phase.